



Envoyé en préfecture le 12/03/2020

Reçu en préfecture le 12/03/2020

Affiché le 16/03/2020

SLOX

ID : 081-200034056-20200310-D2020_33-DE

DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAL DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU LAUTRECOIS - PAYS D'AGOUT

Séance du 10 mars 2020

L'an deux mille vingt et le dix mars à vingt heures trente, le conseil communautaire s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Raymond GARDELLE.

PRESENTS : MM BARDOU - COMBET - CURETTI - FAGUET - FOURES - TACCONE - VERNHES - VIALA D. - MMES BATUT - COLIN - DURIS - FADDI - GILBERT - KAZIMIERCZAK - RABOU - MM ALBERT - BARBARO - BARBERA - BENAZECH - BONAFE (Suppléant) - BONNET - BOUTIE - BRESSOLLES - DUVAL - FAU (Suppléant) - LENCOU - MAZARS - MEYSSONNIER - REYJAUD (Suppléant) - SEGUR - VANDENDRIESSCHE.

N° 2020/33

Objet : Ressources humaines : Mise en conformité réglementaire du nouveau Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expérience et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,
Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 88,
Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1er alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984,
Vu le décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,
Vu le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,
Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,
Vu le décret n°2020-182 du 27 février 2020 relatif au régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale,
Vu la circulaire NOR : RDFF1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,
Vu la délibération n°2018/54 du 17 avril 2018 relative à la mise en place du RIFSEEP,
Vu la délibération n°2019/125 du 17 décembre 2019 portant modification du régime indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expérience et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP),
Vu le tableau des effectifs,

Considérant qu'il a été instauré au sein de l'établissement, conformément au principe de parité tel que prévu par l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement

professionnel (RIFSEEP) en lieu et place du régime indemnitaire de l'établissement,

Considérant que ce régime indemnitaire se compose :

- d'une part obligatoire, l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) liée aux fonctions exercées par l'agent
- d'une part facultative, le complément indemnitaire annuel (CIA), non automatiquement reconductible d'une année sur l'autre puisque lié à la manière de servir de l'agent

Considérant qu'il convient de définir le cadre général et le contenu de ce régime indemnitaire pour chaque cadre d'emplois,

Considérant que le RIFSEEP se substitue à l'ensemble des primes et indemnités versées antérieurement, hormis celles exclues du dispositif et celles soumises à la clause de revoyure,

Considérant, sans remettre en cause le dispositif actuel pour les cadres d'emplois passés au R.I.F.S.E.E.P., que le décret n° 91-875 du 06/09/1991 procède à la création de corps équivalents transitoires à la fonction publique d'Etat en son annexe 2 permettant aux cadres d'emplois non éligibles au régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (R.I.F.S.E.E.P.) de pouvoir en bénéficier.

Considérant que pour les cadres d'emplois ayant un corps équivalent mentionné à l'annexe 1 non encore éligible au R.I.F.S.E.E.P. à la date du 01/03/2020, les assemblées délibérantes des collectivités déterminent les plafonds de l'IFSE et du CIA sans que leur somme dépasse le plafond global des primes octroyées aux agents de l'Etat sur la base des équivalences provisoires établies en annexe 2 du décret n° 91-875 du 06/09/1991.

Considérant que lorsqu'un de ces cadres d'emplois pourra bénéficier du régime indemnitaire servi en deux parts sur le fondement du corps équivalent mentionné à l'annexe 1 du décret n° 91-875 du 06/09/1991, l'assemblée délibérante pourra redéfinir les plafonds applicables à chacune des deux parts, sous réserve que le plafond global du corps équivalent soit plus élevé que celui prévu pour le corps homologue transitoire figurant en annexe 2 dudit décret.

Monsieur le Président propose aux membres du Conseil de Communauté d'effectuer la mise en conformité réglementaire de la délibération n°2018/54 du 17 avril 2018, modifiée par délibération n°2019/125 du 17 décembre 2019, selon le décret n°2010-182 du 27 février 2020 pour les cadres d'emplois suivants lorsqu'il s'agit d'un corps équivalent transitoire à la fonction publique d'Etat :

- **ingénieurs territoriaux,**
- **techniciens territoriaux,**
- **éducateurs territoriaux de jeunes enfants,**
- **médecins territoriaux,**
- **psychologues territoriaux,**
- **infirmiers territoriaux en soins généraux,**
- **techniciens paramédicaux territoriaux,**
- **auxiliaires de puériculture territoriaux,**
- **auxiliaires de soins territoriaux.**

Monsieur le Président reprend ensuite les modalités d'application de la mise en conformité énoncée ci-dessus :

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES A L'ENSEMBLE DES FILIERES

LES BENEFICIAIRES

Le RIFSEEP (IFSE et CIA) est attribué :

- Aux agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel (au prorata de leur temps de travail)
- Aux agents contractuels relevant de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984

Les agents de droit privé ne bénéficient pas des dispositifs prévus par la présente délibération.

Les bénéficiaires devront être en poste sur l'année civile N et présents depuis 1 année civile pleine.

MODALITES D'ATTRIBUTION INDIVIDUELLE

Le montant individuel attribué au titre de l'IFSE, et le cas échéant au titre du CIA, sera librement défini par le Président de la CCLPA, par voie d'arrêté individuel, dans la limite des conditions prévues par la présente délibération.

CONDITIONS DE CUMUL

Le régime indemnitaire mis en place par la présente délibération est par principe exclusif de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir.

En conséquence, le RIFSEEP ne peut se cumuler avec :

- l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (I.F.T.S.),
- l'indemnité d'administration et de technicité (I.A.T.),
- l'indemnité d'exercice de missions des préfectures (I.E.M.P.),
- la prime de service et de rendement (P.S.R.),
- l'indemnité spécifique de service (I.S.S.),
- l'indemnité de responsabilité des régisseurs d'avances et de recettes.

Ce régime indemnitaire pourra en revanche être cumulé avec :

- l'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (exemple : frais de déplacement),
- les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, ...),
- la prime de responsabilité versée aux agents détachés sur emploi fonctionnel,
- la nouvelle bonification indiciaire.

ARTICLE 2 : MISE EN ŒUVRE DE L'IFSE : DETERMINATION DES GROUPES DE FONCTIONS ET DES MONTANTS MAXIMA

CADRE GENERAL

Il est instauré au profit des cadres d'emplois, visés dans la présente délibération, **une indemnité de fonctions, de sujétion et d'expertise (IFSE)** ayant vocation à valoriser l'ensemble du parcours professionnel des agents.

Cette indemnité repose sur la formalisation de critères professionnels liés aux fonctions exercées d'une part, et sur la prise en compte de l'expérience accumulée d'autre part.

Elle reposera ainsi sur une notion de groupe de fonctions dont le nombre sera défini pour chaque cadre d'emplois concerné sans pouvoir être inférieur à 1, et

suivants :

- Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception,
- Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions,
- Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

Son attribution fera l'objet d'un arrêté individuel du Président de la CCLPA notifié à l'agent.

CONDITIONS DE VERSEMENT

L'IFSE fera l'objet d'un versement mensuel.

CONDITIONS DE REEXAMEN

Le montant annuel de l'IFSE versé aux agents fera l'objet d'un réexamen :

- En cas de changement de fonctions (changement de groupe de fonctions avec davantage d'encadrement, de technicité ou de sujétions, ou mobilité vers un poste relevant du même groupe de fonctions),
- A minima, tous les 4 ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience professionnelle acquise par l'agent. Cette disposition sera également applicable aux emplois fonctionnels à l'issue de la première période de détachement,
- En cas de changement de cadre d'emploi suite à une promotion, ou la réussite à un concours.

PRISE EN COMPTE DE L'EXPERIENCE PROFESSIONNELLE DES AGENTS ET DE L'EVOLUTION DES COMPETENCES

L'expérience professionnelle des agents sera appréciée au regard des critères suivants :

- Nombre d'années sur le poste occupé y compris les années sur le poste hors de l'établissement, dans le privé,
- Nombre d'années dans le domaine d'activité,
- Capacité de transmission des savoirs et compétences auprès d'autres agents,
- Formation suivie sur le domaine d'intervention.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Bénéficieront de l'IFSE, les cadres d'emplois et emplois énumérés ci-après

Filière administrative

Cadre d'emplois des attachés (A)				
Groupes De Fonctions	Fonctions exercées - Grades	Montant de l'IFSE		
		Plafonds annuels réglementaires fonctions	Borne inférieure grades	Borne supérieure fonctions
Groupe 1	Direction générale des services. Attaché hors classe – emplois fonctionnels Attaché principal Attaché	36 210 €	- - 2 900 € 2 500 € 1 750 €	36 210 €
Groupe 2	Direction adjointe, direction d'Etablissement. Attaché principal Attaché	32 130 €	- - 2 500 € 1 750 €	32 130 €

Envoyé en préfecture le 12/03/2020

Reçu en préfecture le 12/03/2020

Affiché le 16/03/2020

ID : 081-200034056-20200310-D2020_33-DE

Groupe 3	Responsable de service. <i>Attaché principal</i> <i>Attaché</i>	25 500 €	1 750 €	
Groupe 4	Adjoint au responsable de service, expertise, fonction de coordination ou de pilotage, chargé de mission. <i>Attaché</i>	20 400 €	1 750 €	20 400 €

Cahier d'emplois des titulaires (B)				
Groupes De Fonctions	Fonctions exercées - Grades	Montant de l'IFSE		
		Plafonds annuels réglementaires fonctions	Borne inférieure grades	Borne supérieure fonctions
Groupe 1	Direction, responsable de service, fonctions administratives complexes. <i>Rédacteur principal de 1^{ère} classe</i> <i>Rédacteur principal de 2^{ème} classe</i> <i>Rédacteur</i>	17 480 €	- - 1 550 € 1 450 € 1 350 €	17 480 €
Groupe 2	Adjoint au responsable de service, expertise, fonctions de coordination, de pilotage. <i>Rédacteur principal de 1^{ère} classe</i> <i>Rédacteur principal de 2^{ème} classe</i> <i>Rédacteur</i>	16 015 €	- - - 1 550 € 1 450 € 1 350 €	16 015 €
Groupe 3	Poste d'instruction avec expertise, assistant de direction. <i>Rédacteur principal de 1^{ère} classe</i> <i>Rédacteur principal de 2^{ème} classe</i> <i>Rédacteur</i>	14 650 €	- - 1 550 € 1 450 € 1 350 €	14 650 €

Cahier d'emplois des adjoints administratifs (C)				
Groupes De Fonctions	Fonctions exercées - Grades	Montant de l'IFSE		
		Plafonds annuels réglementaires fonctions	Borne inférieure grades	Borne supérieure fonctions
Groupe 1	Gestionnaire comptable, chef d'équipe, gestionnaire comptable, marchés publics, assistant de direction, sujétions particulières, qualifications particulières. <i>Adjoint administratif de 1^{ère} classe</i> <i>Adjoint administratif de 2^{ème} classe</i> <i>Adjoint administratif</i>	11 340 €	- - - - 1 350 € 1 350 € 1 200 €	11 340 €
Groupe 2	Agents d'exécution, agent d'accueil. <i>Adjoint administratif de 1^{ère} classe</i> <i>Adjoint administratif de 2^{ème} classe</i> <i>Adjoint administratif</i>	10 800 €	- 1 350 € 1 350 € 1 200 €	10 800 €

Cadre d'emplois des ingénieurs (A) - En attente de la parution de l'arrêté				
Groupes De Fonctions	Fonctions exercées - Grades	Montant de l'IFSE		
		Plafonds annuels réglementaires fonctions	Borne inférieure grades	Borne supérieure fonctions
Groupe 1	Direction de pôle. Ingénieur hors classe Ingénieur principal ingénieur	36 210 €	- 2 900 € 2 500 € 1 750 €	36 210 €
Groupe 2	Direction adjointe, Ingénieur principal ingénieur	32 130 €	- 2 500 € 1 750 €	32 130 €
Groupe 3	Responsable de service. Ingénieur principal ingénieur	25 500 €	- 2 500 € 1 750 €	25 500 €

Cadre d'emplois des techniciens (B) - En attente de la parution de l'arrêté				
Groupes De Fonctions	Fonctions exercées - Grades	Montant de l'IFSE		
		Plafonds annuels réglementaires fonctions	Borne inférieure grades	Borne supérieure fonctions
Groupe 1	Direction d'une structure, responsable de service(s), fonctions techniques complexes. Technicien principal 1 ^{ère} cl. Technicien principal 2 ^{ème} cl. Technicien	17 480 €	- - - 1 550 € 1 450 € 1 350 €	17 480 €
Groupe 2	Adjoint au responsable de structure, expertise, fonction de coordination ou de pilotage. Technicien principal 1 ^{ère} cl. Technicien principal 2 ^{ème} cl. Technicien	16 015 €	- - - 1 550 € 1 450 € 1 350 €	16 015 €
Groupe 3	Responsable d'un service, chargé d'études, gestionnaire technique. Technicien principal 1 ^{ère} cl. Technicien principal 2 ^{ème} cl. Technicien	14 650 €	- - - 1 550 € 1 450 € 1 350 €	14 650 €

Cadre d'emplois des adjoints techniques (C)				
Groupes De Fonctions	Fonctions exercées - Grades	Montant de l'IFSE		
		Plafonds annuels réglementaires fonctions	Borne inférieure grades	Borne supérieure fonctions
Groupe 1	Agent polyvalent, agent de restauration, sujétions particulières, qualifications particulières. Adjoint technique principal de 1 ^{ère} cl. Adjoint technique principal de 2 ^{ème} cl.	11 340 €	- - - 1 350 € 1 350 €	11 340 €
Groupe 2	Agent d'exécution. Adjoint technique	10 800 €	- 1 200 €	10 800 €

Cadre d'emplois des agents de maîtrise				
Groupes De Fonctions	Fonctions exercées - Grades	Montant de l'IFSE		
		Plafonds annuels réglementaires fonctions	Borne inférieure grades	Borne supérieure fonctions
Groupe 1	Encadrement de proximité. <i>Agent de maîtrise principal</i>	11 340 €	- 1 350 €	11 340 €
Groupe 2	Adjoint au responsable de service. <i>Agent de maîtrise</i>	10 800 €	- 1 200 €	10 800 €

Filière animation

Animateur (B)				
Groupes De Fonctions	Fonctions exercées - Grades	Montant de l'IFSE		
		Plafonds annuels Réglementaires fonctions	Borne inférieure grades	Borne supérieure fonctions
Groupe 1	Direction d'une structure. <i>Animateur principal de 1^{ère} classe</i> <i>Animateur principal de 2^{ème} classe</i> <i>Animateur</i>	17 480 €	- 1 550 € 1 450 € 1 350 €	17 480 €
Groupe 2	Adjoint au responsable de la structure, responsable de service, fonction de coordination enfance jeunesse. <i>Animateur principal de 1^{ère} classe</i> <i>Animateur principal de 2^{ème} classe</i> <i>Animateur</i>	16 015 €	- - - 1 550 € 1 450 € 1 350 €	16 015 €
Groupe 3	Conduite de projet sans encadrement, expertise. <i>Animateur principal de 1^{ère} classe</i> <i>Animateur principal de 2^{ème} classe</i> <i>Animateur</i>	14 650 €	- - 1 550 € 1 450 € 1 350 €	14 650 €

Adjoint d'animation (B)				
Groupes De Fonctions	Fonctions exercées - Grades	Montant de l'IFSE		
		Plafonds annuels Réglementaires fonctions	Borne inférieure grades	Borne supérieure fonctions
Groupe 1	Encadrement de proximité et d'usagers, sujétions. <i>Adjoint d'animation principal 1^{ère} cl.</i> <i>Adjoint d'animation principal 2^{ème} cl.</i> <i>Adjoint d'animation</i>	11 340 €	- - 1 350 € 1 350 € 1 200 €	11 340 €
Groupe 2	Fonctions polyvalents, développement d'actions d'animation. <i>Adjoint d'animation principal 1^{ère} cl.</i> <i>Adjoint d'animation principal 2^{ème} cl.</i> <i>Adjoint d'animation</i>	10 800 €	- - - 1 350 € 1 350 € 1 200 €	10 800 €

Filière sociale

Éducateur de jeunes enfants (A) - En attente de la publication de l'arrêté				
Groupes De Fonctions	Fonctions exercées - Grades	Montant de l'IFSE		
		Plafonds annuels Réglementaires fonctions	Borne inférieure grades	Borne supérieure fonctions
Groupe 1	Direction d'une structure. <i>EJE de classe exceptionnelle</i> <i>EJE de 1^{ère} classe</i> <i>EJE de 2^{ème} classe</i>	14 000 €	-	14 000 €
Groupe 2	Adjoint au responsable de la structure, responsable de service, fonction de coordination petite enfance. <i>EJE de classe exceptionnelle</i> <i>EJE de 1^{ère} classe</i> <i>EJE de 2^{ème} classe</i>	13 500 €	- 1 550 € 1 550 € 1 550 €	13 500 €
Groupe 3	Conduite de projet sans encadrement, expertise. <i>EJE de classe exceptionnelle</i> <i>EJE de 1^{ère} classe</i> <i>EJE de 2^{ème} classe</i>	13 000 €	- 1 450 € 1 450 € 1 450 €	13 000 €

Agent social (C)				
Groupes De Fonctions	Fonctions exercées - Grades	Montant de l'IFSE		
		Plafonds annuels Réglementaires fonctions	Borne inférieure grades	Borne supérieure fonctions
Groupe 1	Encadrement de proximité, sujétions. <i>Agent social principal 1^{ère} cl.</i> <i>Agent social principal 2^{ème} cl.</i> <i>Agent social</i>	11 340 €	- 1 350 € 1 350 € 1 200 €	11 340 €
Groupe 2	Polyvalents, agent d'exécution en crèche. <i>Agent social principal 1^{ère} cl.</i> <i>Agent social principal 2^{ème} cl.</i> <i>Agent social</i>	10 800 €	- 1 350 € 1 350 € 1 200 €	10 800 €

Filière médico-sociale

Cadre d'emplois des Médecins généralistes (A) - En attente de la publication de l'arrêté				
Groupes De Fonctions	Fonctions exercées - Grades	Montant de l'IFSE		
		Plafonds annuels réglementaires fonctions	Borne inférieure grades	Borne supérieure fonctions
Groupe 1	Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception.	43 180 €	-	43 180 €

Envoyé en préfecture le 12/03/2020

Reçu en préfecture le 12/03/2020

Affiché le 16/03/2020

ID : 081-200034056-20200310-D2020_33-DE

	<i>Médecin hors classe</i>			
Groupe 2	Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions. <i>Médecin de 1^{ère} classe</i>	38 250 €	- 4 100 €	38 250 €
Groupe 3	Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel. <i>Médecin de 2^{ème} classe</i>	29 495 €	- 4 000 €	29 495 €

Cadre d'emplois des Psychologues territoriaux (A) - En attente de la publication de l'arrêté				
Groupes De Fonctions	Fonctions exercées - Grades	Montant de l'IFSE		
		Plafonds annuels réglementaires fonctions	Borne inférieure grades	Borne supérieure fonctions
Groupe 1	<i>Psychologue de classe normale</i>	25 500 €	2 500 €	25 500 €
Groupe 2	<i>Psychologue hors classe</i>	20 400 €	1 750 €	20 400 €

Cadre d'emplois des Infirmiers territoriaux (A) - En attente de la publication de l'arrêté				
Groupes De Fonctions	Fonctions exercées - Grades	Montant de l'IFSE		
		Plafonds annuels réglementaires fonctions	Borne inférieure grades	Borne supérieure fonctions
Groupe 1	<i>Infirmier en soins généraux de cl. Sup.</i>	19 480 €	1 550 €	19 480 €
Groupe 2	<i>Infirmier en soins généraux de cl. No.</i>	15 300 €	1 400 €	15 300 €

Cadre d'emplois des Techniciens paramédicaux (B) - En attente de la publication de l'arrêté				
Groupes De Fonctions	Fonctions exercées - Grades	Montant de l'IFSE		
		Plafonds annuels réglementaires fonctions	Borne inférieure grades	Borne supérieure fonctions
Groupe 1	<i>Technicien paramédical de cl. Sup.</i>	9 000 €	1 100 €	9 000 €
Groupe 2	<i>Technicien paramédical de cl. No.</i>	8 010 €	1 020 €	8 010 €

Cadre d'emplois des Auxiliaires de soins (C) - En attente de la publication de l'arrêté				
Groupes De Fonctions	Fonctions exercées - Grades	Montant de l'IFSE		
		Plafonds annuels réglementaires fonctions	Borne inférieure grades	Borne supérieure fonctions
Groupe 1	<i>Auxiliaire de soins principal 1^{ère} classe</i>	11 340 €	1 350 €	11 340 €
Groupe 2	<i>Auxiliaire de soins principal 2^{ème} classe</i>	10 800 €	1 200 €	10 800 €

Cadre d'emplois des Auxiliaires de puériculture (C) - En attente de la publication de l'arrêté				
Groupes De Fonctions	Fonctions exercées - Grades	Montant de l'IFSE		
		Plafonds annuels réglementaires fonctions	Borne inférieure grades	Borne supérieure fonctions

Groupe 1	<i>Auxiliaire de puériculture principal 1^{ère} classe</i>	11 340 €	Envoyé en préfecture le 12/03/2020 Reçu en préfecture le 12/03/2020 Affiché le 16/03/2020 ID : 081-200034056-20200310-D2020_33-DE	
	Groupe 2	<i>Auxiliaire de puériculture principal 2^{ème} classe</i>	10 800 €	1 200 €

MODULATION DE L'IFSE DU FAIT DES ABSENCES

En l'absence de dispositions réglementaires, un agent ne peut pas prétendre au versement de son régime indemnitaire pendant sa période de congés pour indisponibilité physique. Il convient de délibérer sur les modalités de versement de l'IFSE :

- En cas de congé maladie ordinaire (CMO), de congé pour maladie professionnelle (MP) ou accident de service/accident du travail (AT), l'IFSE est maintenu dans les mêmes proportions que le traitement (décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat dans certaines situations de congés.
- En cas de congé de longue maladie (CLM) et de congé de longue durée (CLD), le versement du régime indemnitaire est interrompu. Toutefois, l'agent en CMO placé rétroactivement en CLM ou CLD conserve les primes d'ores et déjà versées pendant le CMO.
- En cas de congés annuels, de congés de maternité ou pour adoption, et de congé paternité, l'IFSE est maintenu intégralement.

ARTICLE 3 ; MISE EN ŒUVRE DU CIA : DETERMINATION DU MONTANT MAXIMUM DU CIA

CADRE GENERAL

Il est instauré au profit des agents un complément indemnitaire annuel (CIA) tenant compte de l'engagement et de la manière de servir :

Le versement de ce complément indemnitaire est laissé à l'appréciation du Président de la CCLPA et fera l'objet d'un arrêté individuel notifié à l'agent.

CONDITIONS DE VERSEMENT

Le CIA fera l'objet d'un versement annuel, sur le 1^{er} trimestre de l'année N + 1, dont le montant maximum par agent sera de 500 € brut (montant identique sans distinction de grade et de fonction, proratisé en fonction du temps de travail).

Ce montant se déclinera ainsi :

- 300 € brut pour la prise en compte de l'engagement professionnel,
- 200 € brut pour la prise en compte de la manière de servir.

Ce complément n'est pas obligatoirement reconductible d'une année sur l'autre.

Le versement interviendra au 1^{er} trimestre de l'année N, pour la prise en compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir de l'année N-1.

PRISE EN COMPTE DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL DES AGENTS ET DE LA MANIERE DE SERVIR

L'engagement professionnel et la manière de servir des agents pris en compte pour l'attribution du CIA seront appréciés au regard des critères ci-dessous définis.

1. L'engagement professionnel (300 € brut) :

Le présentéisme sera valorisé.

Les absences prise en compte au titre du CIA sont la maladie ordinaire (MO), le congé de longue maladie (CLM), le congé de longue durée (CLD), l'accident de travail (AT), la maladie professionnelle (MP), la maternité (MAT) et la paternité (PAT).

La durée de ces absences impactera le versement de la part dédiée à l'engagement professionnel comme suit :

- Jusqu'à 5 jours = 100% de 300 € brut,
- De 6 à 14 jours = 50% de 300 € brut,
- ≥ 15 jours = 0% de 300 € brut.

2. La manière de servir (200 € brut) – 07 mois de présence minimum :

Cinq critères permettront d'apprécier la manière de servir des agents (annexe 1) :

- Prise d'initiative,
- Adaptabilité et disponibilité,
- Entretien et développement des compétences,
- Souci d'efficacité et de résultat,
- Respect et implication (employeur, collègues, usagers).

Le nombre de point attribué après évaluation des critères ci-dessus, impactera le versement de la part dédiée à la manière de service comme suit :

- De 8 à 10 = 100% de 200 € brut,
- De 5 à 7 = 75% de 200 € brut,
- De 1 à 4 = 50% de 200 € brut,
- < ou = 0 = 0%.

Ces critères seront appréciés en lien avec l'entretien d'évaluation professionnelle de l'année N-1 :

- Les chefs de services évaluateurs rempliront une grille d'évaluation, par agent, liée aux critères de la part CIA.
- La Direction et l'exécutif apporteront une appréciation et valideront, selon les critères, les montants à verser.
- Selon les écarts constatés, une réunion d'arbitrage sera organisée entre le chef de service et l'exécutif.

ARTICLE 4 : MAINTIEN DES MONTANTS DU REGIME INDEMNITAIRE ANTERIEUR

Il est proposé de maintenir, à titre individuel, aux agents concernés, le montant indemnitaire dont ils bénéficiaient en application des dispositions réglementaires antérieures, lorsque ce montant se trouve diminué soit par l'application ou la modification des dispositions réglementaires applicables aux services de l'Etat servant de référence, soit par l'effet d'une modification des bornes indiciaires du grade dont il est titulaire (art. 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984). Ce maintien sera formalisé sur le montant maximal individuel annuel IFSE.

ARTICLE 5 : DATE D'EFFET

La présente délibération prendra effet au plus tôt à la date de transmission au contrôle de légalité au regard du principe de non rétroactivité d'un acte réglementaire.

Le montant individuel de l'IFSE et du CIA sera décidé par le Président et fera l'objet d'un arrêté individuel.

ARTICLE 6 : DISPOSITIONS RELATIVES AU REGIME INDEMNITAIRE

A compter de cette même date, sont abrogées ou complétées même nature liées aux fonctions et à la manière de servir mises en place antérieurement au sein de l'établissement, en vertu du principe de parité à l'exception de celles-visées expressément à l'art. 1^{er}.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté, à l'unanimité :

- décide de mettre en conformité règlementaire le RIFSEEP,
- précise que les primes et indemnités seront revalorisées automatiquement dans les limites fixées par les textes de référence,
- dit que les crédits correspondants seront calculés dans les limites fixées par les textes de référence et inscrits chaque année aux différents budgets de la Communauté de communes du Laurécois - Pays d'Agout,
- donne tout pouvoir à Monsieur le Président pour la mise en œuvre de la présente délibération.

Fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus.

Pour copie conforme.

Acte rendu exécutoire après dépôt en

Sous-Préfecture le 12 mars 2020.



Le Président,

Raymond GARDELLE

